



Rapport de gestion 2023

1. Thèmes sociopolitiques importants, consultations et auditions

Durant l'année sous revue, l'Initiative des villes pour la politique sociale, en collaboration avec l'Union des villes suisses, a examiné principalement les dossiers suivants:

La pauvreté n'est pas un crime: l'initiative parlementaire de Samira Marti demande que les personnes qui séjournent depuis plus de 10 ans en Suisse ne soient plus menacées de renvoi si elles doivent percevoir l'aide sociale en raison d'une situation de détresse. Le durcissement de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration en 2019 a eu pour conséquence que nombre d'hommes et de femmes sans passeport suisse ne demandent plus l'aide sociale de peur de se voir expulsés. L'Initiative des villes s'est engagée en faveur de ce projet. Le Conseil national et le Conseil des États ayant finalement approuvé l'initiative parlementaire, un projet de loi correspondant est désormais en cours d'examen.

Politique de la petite enfance et financement de l'accueil extrafamilial des enfants: durant la session de printemps 2023, le Conseil national a débattu du projet de loi visant à asseoir un financement durable de l'accueil extrafamilial des enfants. Il était question d'une importante participation aux coûts de la part de la Confédération et du soutien à des conventions-programmes pour développer l'offre et la qualité. L'engagement conjoint de la CDAS, de l'Association des communes et de l'Union des villes suisses s'est avéré jusque-là efficace.

Politique d'asile: la secrétaire d'État aux migrations Christine Schraner a accepté de participer à un échange avec le Comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale. Les membres du Comité ont confirmé la volonté des villes de soutenir un système d'asile fonctionnel avec des procédures rapides. Cependant, les villes attendent de la Confédération qu'elle assume également ses tâches dans le contexte d'une augmentation croissante des requérants d'asile et qu'elle renonce à assigner des réfugiés de manière précoce aux cantons (et par conséquent aux villes et aux communes).

Financement des soins: le projet de financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (EFAS) a été adopté par le Parlement fédéral en décembre 2023, après quatorze ans de débats. Les villes ont intensément soutenu l'intégration des soins en tant que seul moyen de supprimer efficacement les incitations négatives et de poser le financement des soins sur une nouvelle base.

Prestations complémentaires à l'AVS, accompagnement à domicile: depuis des années déjà, l'Initiative des villes pour la politique sociale s'engage aux côtés de l'Union des villes suisses en faveur d'un financement adéquat des prestations d'assistance, notamment pour l'accompagnement à domicile. La Confédération a présenté son projet de loi en 2023.

L'Initiative des villes pour la politique sociale s'est exprimée, à l'attention de l'Union des villes suisses, dans le cadre des procédures de consultation suivantes:

- Art. 50 de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI): pratique pour raisons personnelles majeures en cas de violence domestique
- Modification du statut de l'admission provisoire, allègement lors de changement de canton et d'activité lucrative



- Barème de salaires AI
- PC à l'AVS: accompagnement à domicile
- Admission, séjour et exercice d'une activité lucrative (OASA): extension de la réglementation relative aux cas de rigueur dans le domaine de la formation professionnelle des requérants d'asile déboutés et des sans-papiers
- LC, initiative parlementaire Silberschmidt: les entrepreneurs doivent être assurés contre le chômage

Grâce à ses diverses activités, ses projets innovants et sa conception de solutions d'avenir, l'Initiative des villes pour la politique sociale confère à la politique sociale urbaine une juste place dans l'ensemble du système politique et sociétal et assure, par là-même, son efficacité optimale.

2. Comité

Au 31 décembre 2023, le Comité se composait des sept conseillers et conseillères municipaux suivants :

- Mirjam Ballmer, Fribourg, Verts, depuis 2021
- Nicolas Galladé, Winterthour, président, PS, depuis 2010
- Raphael Golta, Zurich, PS, depuis 2014
- Sonja Lüthi, St-Gall, PVL, depuis 2018
- Martin Merki, Lucerne, PLR, depuis 2012
- Émilie Moeschler, Lausanne, vice-présidente, PS, depuis 2021
- Franziska Teuscher, Berne, Verts, depuis 2013

Membres adjoints sans droit de vote:

- Franziska Ehrler, responsable des questions sociales, Union des villes suisses
- Thomas Birchler, GT Indicateurs / président du GT Responsables administratifs
- Christine Winkler, Coordination Romandie (jusqu'au 31.12.2023)
- Katharina Rüegg, directrice

En 2023, le Comité s'est réuni à quatre reprises et a siégé une fois avec le Bureau du groupe de travail Responsables administratifs.

Outre les thèmes et consultations mentionnés ci-avant, le Comité a examiné au fil de ses séances notamment la planification des assemblées, les contacts avec d'autres organisations et organes, la demande concernant un projet pilote de revenu de base inconditionnel, l'aide de première nécessité (Zurich, Berne, Lucerne), des questions liées au renchérissement et au concept d'allocation énergie ainsi que les contributions de solidarité en lien avec des mesures de coercition à des fins d'assistance.

Un échange avec le Bureau du GT Responsables administratifs a été l'occasion d'aborder les défis actuels que rencontre l'aide sociale. Après un état des lieux, les débats soutenus avaient pour objectif d'identifier des thèmes centraux et de déterminer des actions possibles pour l'Initiative des villes. En conclusion, la priorité dans l'agenda a été donnée à la prévention de la pauvreté, la modification de la clientèle (part croissante de dossiers complexes et davantage de personnes ayant des problèmes de santé) et l'intégration des réfugiés.



3. Secrétariat

Le secrétariat a pour tâches la planification et la communication des affaires et des assemblées, y compris les assemblées générales; il est chargé également d'élaborer les prises de position et les réponses aux consultations. La direction du secrétariat est assurée par Katharina Rüegg, Winterthur.

Lancée en 2022, la publication du bulletin d'information pour les membres s'est poursuivie avec six éditions parues en 2023.

4. Groupe de travail et Bureau Responsables administratifs

Les membres du groupe de travail Responsables administratifs (GT Responsables administratifs) se sont réunis à trois reprises en séance ordinaire, principalement pour échanger des expériences et discuter de thèmes d'actualité.

La séance de mars, tenue en ligne, a eu pour objet principal le monitoring national de la pauvreté et la manière d'aborder la hausse des coûts énergétiques. En juin, la séance en présentiel était principalement consacrée au thème de la « communication avec les clients et les clientes », avec des interventions de Guido Wizen, de Bâle, sur le projet de langue simple, de Cristian Camenisch et Eva Bühler, de Baden, sur le produit « Bontrebo », et de Anja Buis sur le projet « Pocketm8 ». En novembre, c'est la promotion des compétences élémentaires qui était au centre des débats, avec à nouveau trois exposés donnés en distanciel: la CSIAS a détaillé son offensive en matière de formation continue, Myriam Hofmann du programme Compétences élémentaires des adultes a présenté les salons d'apprentissage dans le canton de Zurich et Emilie Clavel, de Bienne, a exposé son travail de master qui analyse les facteurs déterminant les décisions des travailleurs sociaux.

La CSIAS n'a pas tenu de forum en 2023. Ces séminaires communs réunissant la CSIAS et le GT Responsables administratifs ont été repensés et reprendront en 2024 sous le nouveau concept d'une « Ville hôte ».

Composition du Bureau du GT Responsables administratifs en 2023: Thomas Birchler, Uster (président), Felix Föhn, Lucerne, Sandra Walther, Dietikon, Ruedi Illes, Bâle, Thomas Michel, Bienne, et Manfred Dachs, Zurich.

Le groupe de travail a bénéficié du soutien de Mirella Wanner, Uster, aux niveaux organisationnel et administratif jusque fin 2023.

5. Aide sociale dans des villes suisses – Rapport sur les indicateurs

Les indicateurs 2022 – présentés lors d'une conférence de presse en octobre 2023 à Berne – ont révélé une baisse du nombre des dossiers d'aide sociale en moyenne sur les villes par rapport à l'exercice précédent. La situation favorable sur le marché du travail a notamment contribué à cette réduction. Dix des quatorze villes impliquées signalent un taux d'aide sociale stable ou en baisse, parfois même sur plusieurs exercices. Seules quatre villes indiquent une hausse.



Le chapitre spécial du rapport sur les indicateurs était cette fois consacré aux réfugiés à l'aide sociale. Les données montrent ainsi que les villes assument une contribution extraordinaire à l'intégration des réfugiés: toutes les grandes villes accueillent davantage de réfugiés par rapport à la population que la moyenne au niveau de leur canton. L'aide sociale inclut de plus en plus de tâches d'intégration pour des personnes relevant de l'asile. Le rapport a aussi montré que les réfugiés qui vivent déjà depuis longtemps en Suisse sont plus souvent employés que les autres bénéficiaires de l'aide sociale: 36 % des réfugiés adultes bénéficiaires de l'aide sociale exercent une activité lucrative salariée; ce taux est de 23 % chez les autres.

La Haute école spécialisée bernoise, qui a assumé la rédaction du rapport sur les indicateurs durant de nombreuses années, a renoncé à poursuivre ce mandat. Le groupe responsable du projet, dirigé par Thomas Bichler, a dû ainsi trouver une nouvelles solution pour le rapport 2023 (parution en 2024). La partie ordinaire du rapport sera assumée par l'Office fédéral de la statistique, et le chapitre spécial sera confié chaque fois à un institut ou une équipe de recherche différente.

6. Réseau Romandie

La responsable du Réseau Romandie Christine Winkler a organisé, avec le concours de la municipalité de Sion, un programme intéressant pour la soirée précédant l'assemblée d'automne.

Christine Winkler a assuré la coordination romande au sein de l'Initiative des villes pour la politique sociale pendant huit ans. En tant que membre du Comité, elle a jeté des ponts entre les régions linguistiques et veillé à une représentation appropriée de la Romandie lors des assemblées. Elle a toujours su modérer les débats avec professionnalisme, contribuant également à la réussite de nombreuses soirées conviviales. La fonction de coordination est reprise par Christelle Joly dès janvier 2024.

Le projet pilote concernant les indicateurs de l'aide sociale en Romandie, mis en place en 2019 avec la collaboration de la Haute école spécialisée bernoise (Travail social) et impliquant les villes de Genève, Lausanne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Sion, Neuchâtel, Yverdon-les-Bains et Morges, a été poursuivi en 2023.

Une demande de recherche de la Haute école de travail social et de la santé à Lausanne (HETSL) intitulé « Fit for crises? Sur les conséquences du COVID sur les politiques sociales » a été approuvée comme partie du Programme national de recherche. Émilie Moschler a été invitée à faire partie du « Advisory Board » et l'Initiative des villes pour la politique sociale sollicitée pour participer au projet.

7. Assemblées

L'assemblée de printemps du 12 mai à Aarau avait pour thème « La coordination au service de la prévention ».

Dans son exposé d'introduction sur la prévention au niveau communal, le professeur Martin Hafen, de la Haute école de Lucerne, a expliqué la prévention coordonnée sur les plans horizontal et vertical. Il a alors insisté sur l'importance de dépasser une vision étriquée et de penser davantage en termes de réseautage institutionnel (échanges de savoirs et d'expertises) et de réseautage centré sur la personne (collaboration au bénéfice des person-



nes à problématiques multiples). Dans une perspective durable, ce processus nécessite des structures et des ressources appropriées de même qu'un service professionnel d'assistance pour assurer la gestion du réseau. Par la suite, la discussion dans le cadre des groupes focus a porté sur la responsabilité que devrait assumer la ville en matière de prévention, des approches qui se sont avérées efficaces et des moyens de renforcer la politique sociale préventive dans une ville.

L'assemblée d'automne a eu lieu le 15 septembre à Sion, sous le titre « L'insertion professionnelle des migrant.es, une force pour notre pays ».

Les deux exposés d'introduction, de Simon Wey, docteur en économie et chef économiste à l'Union patronale suisse, et de Nicole Cornu, secrétaire centrale pour la politique de la formation auprès de l'Union syndicale suisse, ont montré que les employeurs et les syndicats s'accordent sur de nombreux points. Les problèmes de santé, l'interdiction de travail à leur arrivée, l'absence de mobilité ainsi que la difficulté de faire reconnaître leurs diplômes sont autant d'obstacles à l'intégration professionnelle des réfugiés. La tâche des pouvoirs publics consiste à favoriser les connaissances linguistiques et professionnelles. Subdivisés en groupes, les participants ont ensuite pu découvrir les études et projets menés par des villes qui cherchent à faciliter l'accès des migrants et migrantes au marché du travail et à combler les lacunes actuelles.

Congrès de la sécurité urbaine – Drogues: peu avant le congrès officiel organisé par la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses, le 3 novembre, l'Initiative des villes pour la politique sociale a pu avoir un bref échange avec les responsables de l'aide sociale sur la situation actuelle en matière de drogues dans les villes, les mesures prises et les expériences réalisées, ainsi que sur les lacunes et problèmes rencontrés. Plusieurs villes ont fait état d'une augmentation du nombre de toxicomanes, dépendants notamment au crack, un stupéfiant aujourd'hui facile à se procurer. Cette évolution soulève des défis eu égard en particulier aux prestations sociales qui visent à limiter les dommages liés à ces addictions (centres de distribution, locaux de consommation et cantines) et aux conflits dans l'espace public qu'elle peut entraîner.

8. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique fédérale et l'administration fédérale.

Grâce à sa coopération avec d'autres organisations (socio-)politiques, l'Initiative des villes pour la politique sociale a pu faire valoir efficacement ses revendications clés au niveau fédéral. L'Initiative des villes pour la politique sociale siège au sein des associations et organes suivants :

- Comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)
- Collaboration interinstitutionnelle CII (comité national de pilotage, comité national de développement et de coordination)
- Commission fédérale des migrations
- Dialogue national sur la politique sociale suisse



- Charte Aide Sociale
- Plateforme nationale contre la pauvreté (groupe d'accompagnement et groupes de projet)
- Monitoring national de la pauvreté
- Modernisation de la statistique de l'aide sociale (groupe de pilotage et groupes de travail)
- GT Suivi du système d'asile
- Groupe de travail Réinstallation
- European Social Network

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), l'Association des communes suisses et l'Union patronale suisse.

9. Effectif des membres en 2023

Total des membres au 31.12.2023:	57
Adhésion:	1
Sortie:	0

Adhésion: Olten, dès le 1.1.2023; Regensdorf et Vevey, dès le 1.1.2024

Toutes les personnes qui se sont engagées sous une forme ou une autre en faveur des revendications de l'Initiative des villes pour la politique sociale sont ici cordialement remerciées.

Initiative des villes pour la politique sociale
Nicolas Galladé, président
Katharina Rüegg, directrice

Winterthour, mars 2024